



HAL
open science

La visite royale comme réponse au stress territorial : les conséquences des manifestations rurales dans le Haut Atlas central et oriental marocain

David Goeury

► **To cite this version:**

David Goeury. La visite royale comme réponse au stress territorial : les conséquences des manifestations rurales dans le Haut Atlas central et oriental marocain. *L'Espace Politique*, 2015, *Traffic en Asie du Sud-Est + Varia*, 24, 10.4000/espacepolitique.3242 . hal-01178283

HAL Id: hal-01178283

<https://hal.science/hal-01178283>

Submitted on 17 Jul 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

L'Espace Politique

Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique

24 | 2014-3 :

Trafics en Asie du Sud-Est + Varia

Varia

La visite royale comme réponse au stress territorial : les conséquences des manifestations rurales dans le Haut Atlas central et oriental marocain

The royal visit as an answer to territorial stress : the consequences of rural demonstrations in Moroccan central and oriental High Atlas

DAVID GOEURY

Abstracts

Français English

Depuis 2003, la médiatisation des manifestations des habitants du Haut Atlas central et oriental nourrit un conflit de cadres entre les forces d'opposition et le régime, sur l'efficacité de la gestion du stress territorial par l'État central. Le pouvoir est accusé de sanctionner des populations promptes à la sédition, en refusant de déployer les politiques publiques nécessaires à leur développement. En réponse à ces critiques, il associe au déploiement d'infrastructures une politique de reconnaissance, incarnée par la visite royale, pour reconstruire le lien entre le monarque et le peuple. On assiste alors à un complexe jeu d'acteurs qui aboutit la construction d'une iconographie nationale de la région enclavée.

Since 2003, the media coverage of the protests of the people of central and eastern High Atlas feeds a conflict between opposition forces and the regime, on the efficiency of the management of territorial stress by the central government. Power is accused of sanctioning people ready to sedition, by refusing to do necessary public development

policies. In response to these criticisms, it combines infrastructures building and recognition policies, embodied by royal visit. The royal visit recreates a connection between monarch and people. There is then a complex set of stakeholders leading to the construction of a national iconography of a remote area.

Index terms

Mots-clés : enclavement, manifestation, ONG, médias, visite royale, reconnaissance, Haut Atlas, amazighité, Maroc

Keywords : remote, demonstration, NGO, media, royal visit, High Atlas, amazighity, recognition, Morocco

Full text

Introduction

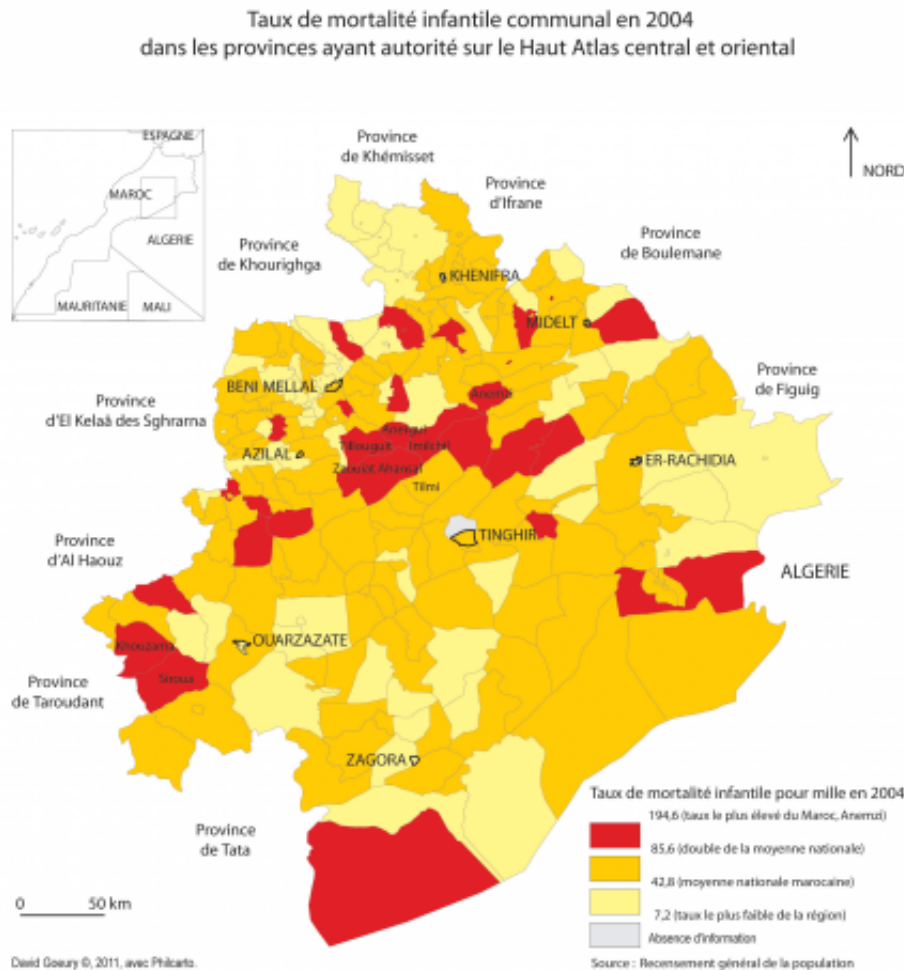
- 1 La transition démocratique au Maroc depuis la fin des années 1990 a conduit à une nouvelle gestion du stress territorial (Naciri, 1999). Aux logiques sécuritaires, succède une volonté de développement garant de la paix sociale et de la cohésion nationale incarnée par la réforme du concept d'autorité en 1999 (Azzouzi, 2006, p.135) et le lancement de l'Initiative nationale pour le développement humain (INDH) en 2005. Or, parallèlement, la libéralisation de l'espace public a permis aux populations rurales de se mobiliser pour réclamer davantage de justice spatiale (Lahbib, 2007, p.138). Parmi toutes les régions qui connurent des mouvements ruraux durant la dernière décennie, le Haut Atlas central et oriental fut particulièrement médiatisé du fait de manifestations en série : Imilchil en 2003, Anefgou (commune d'Anemzi) en 2006-2007, Tilmi en 2007-2008, Ayt Abdi en 2008-2009. Cette résonance à l'échelle nationale d'événements concernant des populations particulièrement isolées révèle un enjeu politique et symbolique qui les dépasse. En effet, dans un contexte de développement économique accéléré la persistance de l'extrême misère serait, de plus en plus, perçue comme inacceptable, à la fois par ceux qui la subissent et par ceux qui l'observent. Elle remettrait en question l'efficacité redistributive de l'État et surtout discréditerait les nouvelles politiques publiques, surtout celles censées incarner la rupture avec le règne précédent. Dès lors, le destin des populations du Haut Atlas central et oriental intègrerait un conflit de cadres entre des acteurs politiques critiques du régime et le pouvoir central (Goffman, 1991, p.328). La région est ainsi érigée en espace symbole. Elle devient un élément de « l'iconographie nationale » (Gottman, 2005, p.257) à même d'agrèger deux discours opposés : celui du *bled Es-Siba*, la région oubliée et sanctionnée du fait de son caractère rebelle à toute autorité, et celui de la région reconnue et reconnaissante des efforts sans précédent mis en œuvre par le nouveau roi qui rompt définitivement avec les politiques passées. Cet article souhaite donc interroger cette dynamique en synthétisant un ensemble d'enquêtes de terrain et d'entretiens avec les différents acteurs depuis 2002, en insistant tout particulièrement sur le moment charnière de 2006 à 2011¹.
- 2 Il semble nécessaire de revenir sur les mobilisations locales et les mécanismes de médiatisation pour expliquer comment le quotidien des habitants du Haut Atlas central et oriental est érigé en limite des politiques publiques menées par le régime. Ensuite, la réaction administrative sera étudiée en insistant particulièrement sur le rôle joué par la visite royale. La présence effective du roi dans ces espaces marginalisés permet de les transformer en un front de

déploiement de l'action publique en initiant un processus de reconnaissance des difficultés de ces populations afin de les réintégrer le corps social de la nation (Honnet, 2000). Or, elle amène aussi à une redéfinition du champ politique.

Manifester pour dénoncer le carcan de misère

- 3 Le Haut Commissariat au Plan, lors du dernier recensement général de la population et de l'habitat en 2004, classait le Haut Atlas central et oriental parmi les régions les plus pauvres et les moins développées du royaume. Ainsi, le taux de mortalité infantile était supérieur à 85,6%, soit deux fois la moyenne nationale marocaine (42,8%), dans un bloc de huit communes constituant, à l'époque, la charnière entre cinq provinces (Azilal, Beni Mellal, Khénifra, Er-Rachidia, Ouarzazate). Cette configuration n'est malheureusement pas unique et est se retrouve dans le massif du Siroua. En revanche, cette région détenait le triste record de la mortalité infantile avec un taux extrême de 194,6% à Anemzi². Par ailleurs, le découpage communal masquait le cas de la tribu des Ayt Abdi installée sur le plateau du Koucer à plus de sept heures de marche des différents centres ruraux dont elle dépend, concentrant la plupart des décès d'enfants et de femmes enceintes pour les communes de Zaouiât Ahansal, Tillouguit, Anergui et Tagleft. Il persiste donc au Maroc des poches de grande misère où les pouvoirs publics semblent abandonner des milliers d'individus dans une situation de quasi désert sanitaire.

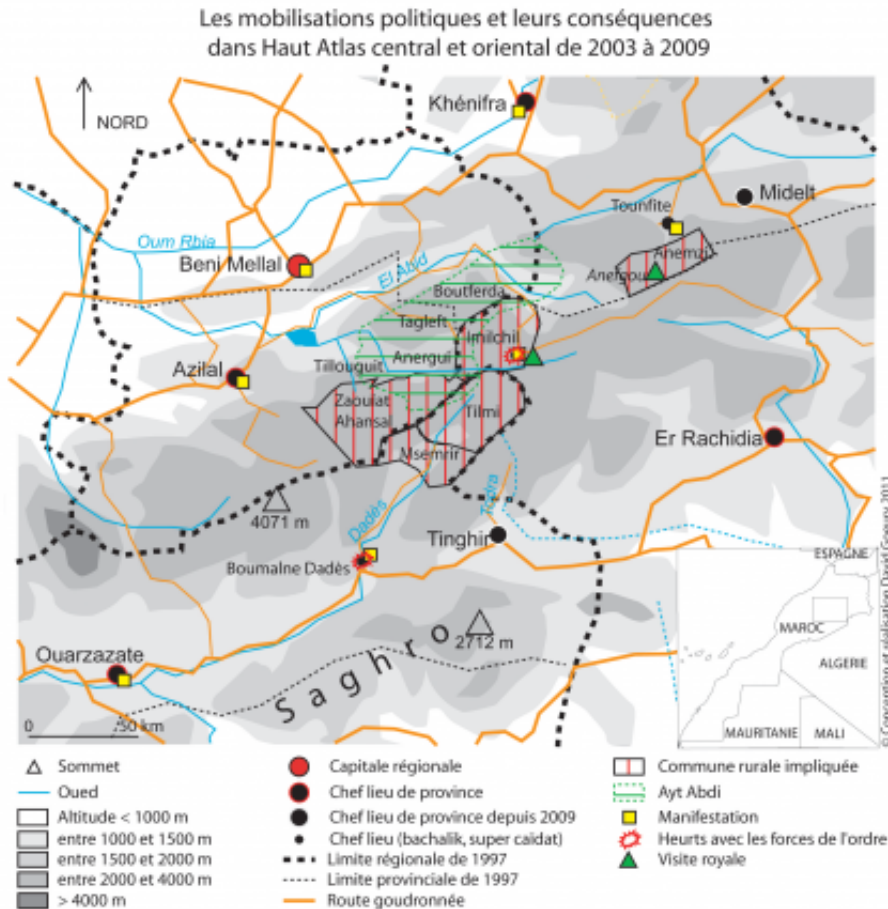
Carte 1 : Taux de mortalité infantile communal en 2004 dans les provinces ayant autorité sur le Haut Atlas central et oriental marocain



La misère du pays des insoumis, un héritage de la résistance à la colonisation

- 4 Cette situation de marge intérieure du royaume du Maroc est héritée de la période coloniale. Haut lieu de la résistance à la colonisation, il fut désigné comme la dernière « tache berbère » avant d'être réduite en 1933 par les armées françaises, après 21 ans de conflit armé. Le Jbel Badou, le Jbel Tazigzaout et le plateau de Tamga, véritables forteresses naturelles, abritèrent les derniers irréductibles : les Ayt Sokhmane à l'ouest, les Ayt Yafelmane à l'est, les Ayt Atta au sud. Contrôlés comme de bouillants confins, ils furent reliés par de mauvaises pistes à des villes casernes : Tounfite, Azilal, Ouarzazate et Ksar-Souk (Er-Rachidia). Cette région charnière du royaume du Maroc est devenue un espace barrière. L'administration coloniale s'est contenté de le relier aux grands axes que sont Meknès-Ksar Souk à l'est, Meknès-Khénifra-Marrakech au nord et Ksar Souk-Ouarzazate au sud. Ce découpage colonial n'a pas été remis en question à l'indépendance (Goeury, 2011a, p.108). Jusqu'en 2008, le massif est partagé entre quatre provinces, elles-mêmes intégrées à trois régions différentes³. Ainsi, Imilchil était rattachée à Er-Rachidia, Anemzi à Khénifra, et sont englobées par l'immense région de Meknès-Tafilaleet. Tilmi et Msemrir sont dans la province d'Ouarzazate, elle-même intégrée à la région Souss-Massa-Draa. Certaines tribus comme les Ayt Abdi, liée à la confédération des Ayt Sokhmane, sont divisées entre de nombreuses communes comme Zaouiât Ahansal, Anergui, Tillouguit et Tagleft qui sont sous l'autorité d'Azilal, mais elles sont aussi situés sur les extrémités orientales d'Aghbala, de Tizi n'Isly et de Boutferda qui dépendent de Beni Mellal. Enfin, certains hameaux sont subordonnés à Imilchil et à Msemrir.
- 5 Cette configuration administrative de confins favorise l'enclavement qui se traduit par un faible développement des services publics et le maintien de condition de vie très précaires. Les préfectures de provinces sises sur le piedmont hésitent à mobiliser les fonds nécessaires pour construire des routes extrêmement coûteuses ne desservant que quelques milliers d'habitants. Les fonctionnaires nommés sur place refusent de prendre leur poste ou ne viennent que ponctuellement sans subir pour autant de sanction administrative, leurs supérieurs étant particulièrement compréhensifs devant la pénibilité des situations.

Carte 2 : Les mobilisations politiques et leurs conséquences dans Haut Atlas central et oriental de 2003 à 2009



L'hiver comme révélateur de la misère et accélérateurs des mobilisations

- 6 Pour les populations, cet enclavement n'est plus acceptable. Au nom de l'égalité territoriale, désormais, elles aspirent à accéder à un minimum de services notamment dans le domaine de la santé et de l'éducation. L'hiver dans une région d'altitude accentue l'isolement de certains villages au point de les couper du reste du monde. La période devient alors propice à la mobilisation pour exiger de l'État une intervention d'urgence.
- 7 En 2003, à Imilchil, les populations manifestèrent le 6 mars devant le centre administratif suite à un hiver particulièrement rigoureux. A Anefgou, la population alerta les autorités le 20 décembre 2006 suite aux décès de huit enfants. La série de manifestations qui s'ensuivirent à Tounfite, Khénifra, Meknès et Rabat se tinrent entre le 13 et le 22 janvier 2007. De même, les habitants de Tilmil et de Msemrir marchèrent jusqu'à Boumalne Dadès le 6 janvier 2008, suite à de fortes chutes de neiges. En 2009, les Ayt Abdi formèrent deux délégations, une depuis le plateau du Koucer à destination d'Azilal, l'autre depuis la commune rurale de Tagleft à destination de Beni Mellal, en janvier. Le décès des six enfants dans l'effondrement de leur maison sous le poids de la neige le 4 février dans la commune de Zaouïat Ahansal entraîna une autre manifestation à Beni Mellal, le 20 février, pour réclamer une aide d'urgence pour Anergui et Boutferda.

La marche des tribus vers la ville, le seul moyen pour se rendre visible et audible

- 8 La forme de mobilisation privilégiée par les populations marocaines marginalisées est avant tout la manifestation (Lahbib, 2007). Du fait de la faiblesse des moyens de transport, le déplacement induit un véritable effort qui atteste de la gravité de la situation. La marche vers la ville devient un acte symbolique fort obligeant l'autorité locale à rédiger un rapport pour avertir sa hiérarchie. Ensuite, les manifestants se positionnent devant le siège de l'administration territoriale pour exposer leur misère dans l'espace public. Les marches et les manifestations peuvent être répétées jusqu'à obtenir gain de cause à la différence du boycott des élections, autre modalité classique de mobilisation (Bennani Chraïbi et Fillieule, 2003, p.56).
- 9 L'ampleur de la manifestation est aussi liée aux soutiens dont disposent localement les populations. Ainsi, les Ayt Abdi, malgré la présence de proches installées dans les villes du piedmont, ne furent rejoints que par quelques acteurs de la société civile locale, conscients de leur dénuement. Par contre, les habitants de Tilmi et de Msemrir, moins isolés et ayant un taux d'alphabétisation dépassant les 40% en 2004, s'appuyèrent sur de nombreux adolescents scolarisés dans le secondaire à Boumalne Dadès. Ainsi, dès leur arrivée, ils furent rejoints par plusieurs centaines de jeunes lycéens fortement politisés qui durcirent la manifestation en bloquant la route nationale 10 qui mène à Ouarzazate.

La réaction immédiate de l'autorité : aide d'urgence pour les morts, répression pour les vivants

- 10 L'autorité réagit différemment selon les cas et les contextes même si la logique sécuritaire prévaut. Elle n'intervient immédiatement qu'en cas de décès d'une partie de la population. Ainsi, à Anefgou, en décembre 2006, après l'annonce des huit premières victimes, le gouverneur de Khénifra diligenta une commission sanitaire pour prévenir toute épidémie et se rendit en personne sur place avec une aide alimentaire d'urgence. De même, suite à la mort des six enfants Ayt Abdi en février 2009, le gouverneur d'Azilal affréta un hélicoptère de la gendarmerie royale, dès le 11 février, malgré les conditions climatiques très difficiles, pour distribuer 11 tonnes de denrées alimentaires à quatre villages Imider, Zerkane, Tafraout et Tisnassamine à 2600 mètres d'altitude.
- 11 En l'absence de morts, en revanche, les réponses administratives restent évasives. Ainsi, à Tilmi, alors qu'à l'enclavement s'ajoutent des accusations de malversations contre le *cheikh*, le représentant de la tribu, les habitants décidèrent de se regrouper devant le siège de la province d'Ouarzazate le 9 août 2007. L'absence de réponse de l'autorité administrative fut interprétée comme un acte d'abandon et d'acceptation tacite de la corruption. La contestation enfla, animée par des jeunes militants du Mouvement Culturel Amazigh (MCA). Le 29 août 2007, à l'approche des législatives, les habitants de la commune rurale de Tilmi multiplièrent les manifestations avant de boycotter les élections du 7 septembre. Malgré l'ampleur et la durée du mouvement, l'autorité n'apporta aucune réponse politique. Les Ayt Abdi du Koucer boycottèrent les mêmes élections et manifestèrent à plusieurs reprises jusqu'en janvier 2009, sans que cela ne fut suivi d'effets.
- 12 L'autorité et les populations se positionnent dans deux temporalités différentes. La première gère l'urgence politique et ne peut répondre favorablement aux demandes des populations dans l'immédiat faute de budget. Par ailleurs, les délais administratifs nécessaires à la réalisation d'infrastructures s'étirent sur plusieurs années, surtout en haute montagne du fait des difficultés

supplémentaires inhérentes au climat et au relief. Les habitants pour leur part vivent dans l'angoisse d'un drame qui peut les frapper à tout moment et souhaitent un changement radical de leurs conditions de vie. L'absence de réponse de l'autorité est vécue comme un déni de la misère qui les frappe, voire comme la négation de leur existence. Cela est illustré dans les slogans scandés lors des manifestations : « Nous sommes enterrés vivants », « L'État nous préfère morts que vivants ».

13 Un rapport de force s'installe entre les manifestants et l'autorité. Malgré le desserrement du contrôle de l'espace public par le pouvoir central offrant des opportunités croissantes de mobilisation et de manifestation, le risque de la répression perdure (Bennani Chraïbi et O. Fillieule, 2003, p.90). A Imilchil en 2003, 21 personnes sont arrêtées dont dix condamnées à 45 jours de prison. A Boumalne Dadès en 2008, après de violents affrontements, plusieurs dizaines de jeunes furent interpellés pour entrave à la circulation, dégradation, violence sur agent de l'autorité et surtout atteinte aux valeurs sacrées du royaume au motif que certains lycéens auraient brûlé le drapeau marocain. Dix jeunes furent condamnés à des peines allant de deux à six ans de prison éclipsant les enjeux premiers⁴.

14 Cette violence de la répression contraste avec les manifestations pour le village d'Anefgou à Khénifra, Meknès et Rabat en 2007 ou celles des Ayt Abdi à Azilal et à Beni Mellal en 2009 qui se déroulèrent dans un calme relatif. Les gouverneurs ou les walis disposant d'importants contingents de forces auxiliaires ne craignent aucunement d'être dépassés à la différence des caïds et des pachas de petites agglomérations comme Boumalne Dadès ou Imilchil. D'autre part, les caïds et les pachas, premiers échelons d'agent d'autorité territoriale, subissent la pression de leur supérieur hiérarchique et ont peur que tout débordement entache définitivement leur carrière. A Boumalne Dadès, la présence du roi dans la province au moment des faits a sans doute fortement accentué la pression sur le pacha. Enfin, la mémoire de l'année 1973 et des mouvements d'extrême gauche qui tentèrent de constituer dans la région des forces de guérilla, accable les populations d'une réputation de sédition et de violence politique⁵. Dès lors, les individus ciblés lors des arrestations sont avant tout des jeunes ayant fait des études secondaires, souvent membres d'associations culturelles suspectées d'organiser la lutte politique (Abbabi, 2004, p.94). Dans la continuité des politiques de répressions des années de plomb, ils sont considérés comme les véritables leaders et les éléments les plus subversifs⁶.

15 Cette première phase marquée par la mobilisation des populations locales est suivie par une deuxième phase de médiatisation à l'échelle nationale.

Indignation et mobilisation nationale

16 Lors de ces mobilisations rurales, les habitants appellent de leurs vœux une action d'envergure de l'État. Par la manifestation, les habitants font œuvre de publicité et tentent d'alerter la communauté nationale ou internationale pour qu'elle fasse pression sur les responsables des services publics concernés. Or, ils ne disposent pas des moyens techniques et des compétences pour diffuser une information à même d'être reprise par les médias nationaux. Deux figures jouent le rôle fondamental de relais, le militant associatif et le correspondant de presse, certains individus cumulant les deux fonctions comme Mohamed Attaoui qui est la fois président de l'association *Tounfite Avenir du cèdre et du mouflon* et correspondant pour le journal *Al Monataf*.

Le soutien des ONG indispensable à l'extension de la mobilisation

- 17 Les premières à intervenir sont les ONG qui se sont multipliées jusque dans le Haut Atlas favorisée par la politique de bonne gouvernance définie par les organisations internationales. Il est possible de distinguer les ONG de plaidoyer fortement politisées qui ont des sections dans tout le pays comme l'Association Marocaine des Droits Humains (AMDH) ou le Mouvement Culturel Amazigh (MCA), des ONG de services qui se présentent comme des associations de développement local, notamment dans le cercle d'Imilchil (Ben Nefissa, 2004, p.12). Les premières ont pour objectif de soutenir et de défendre les mouvements locaux face au pouvoir central au nom de la démocratisation du régime. Les sections locales assurent la transmission de l'information. A l'échelle nationale, elles publient un communiqué et entament une campagne de soutien aux populations, surtout en cas de répression des manifestations, en se mobilisant dans les grandes villes du royaume. L'AMDH organisa des manifestations de soutien aux populations d'Imilchil en 2003, aux habitants d'Anefgou en 2007, aux jeunes manifestants de Boumalne Dadès en 2008. Dans le cas de Tilmi, le MCA fut extrêmement actif. Les jeunes militants organisèrent une manifestation et réalisèrent un petit reportage diffusé via *Youtube* et *Dailymotion*. Rapidement, par le relais des sites Internet et des forums, la vidéo fut visionnée des milliers de fois. Elle illustre l'inutilité des élections législatives et surtout l'inaction de l'Etat. Des figures féminines sont mises en avant comme une femme âgée proclamant que la seule éducation qu'elle a reçue fut celle de la misère. La section locale devint l'une des chevilles ouvrières de la mobilisation et plusieurs de ses membres furent arrêtés à Boumalne Dadès.
- 18 Les ONG de services semblent se tenir davantage à distance de ce type de conflits préférant l'intermédiation afin de proposer des solutions rapides et efficaces pour palier aux carences des politiques publiques. Cependant, elles participent de la formation d'une élite locale (Abouhani, 2006, p.63) et elles disposent souvent d'un puissant réseau national et international. Ainsi, dans le cas d'Imilchil, les trois principales ONG de développement local que sont *Adrar* fondée en 1991, *Atlas* en 1999 et *Akhiam* en 2000, plaident la cause des habitants d'Imilchil à Rabat où *Adrar* et *Atlas* ont leur siège, avec d'autant plus d'efficacité qu'elles étaient perçues comme non partisans.
- 19 Ces ONG restent cependant très inégalement implantées sur le territoire. Ainsi, les Ayt Abdi ne disposaient avant 2009 d'aucune ONG partenaire du fait de leur position périphérique au sein des communes rurales, bien que des associations de développement soient présentes dans les communes de Zaouïat Ahansal, de Tillouguit ou d'Anergui.

La presse et la puissance de la médiatisation pour alerter l'opinion publique

- 20 L'autre relai est constitué par la presse écrite. Les premiers à suivre la mobilisation sont les correspondants locaux de journaux nationaux comme *Libération* qui est l'organe de presse de l'USFP. Ils publient de courts articles faisant le récit des événements. Leur travail se surajoute aux communiqués des associations renforçant la visibilité de la mobilisation. La publication en ligne joue un rôle essentiel. Certains journalistes se lancent dans une véritable stratégie multimédia de diffusion de l'information. Informé par Mohamed Attaoui du drame d'Anefgou, Mohamed Zainabi rédigea un dossier reportage publié dans

l'hebdomadaire *Le Reporter* et surtout il diffusa un reportage vidéo sur Internet en s'assurant de créer des liens avec tous les sites et les forums de militants amazighs. La séquence montrant un villageois dénombrant dans le cimetière les tombes fraîchement creusées fut considérée comme un démenti cinglant au discours officiel.

21 Les enquêtes de terrains se multiplient. L'hebdomadaire francophone le plus lu, *Telquel* mandate un envoyé spécial lors de chaque crise. Ses articles, souvent virulents, rencontrent un très fort écho auprès de l'élite urbaine. Par ailleurs, des équipes de documentaristes se mobilisent. Ainsi, en 2007, l'émission *Grand Angle* réalisa un reportage à charge sur Anefgou qui fut plébiscité au point d'être considéré parmi les meilleures réalisations de l'émission durant ces vingt dernières années. De même en 2009, l'émission *Al Wajh Al Akhar* produisit un long reportage sur une sage femme traditionnelle qui circule de villages en villages Ayt Abdi. Diffusé à cinq reprises entre le 13 et le 18 mars, tout en étant accessible sur Internet, il fut vu par plusieurs millions de téléspectateurs et d'internautes. Les séquences chocs de l'accouchement à domicile et d'une famille endeuillée devinrent des références nationales pour dénoncer l'absence d'encadrement médical.

22 Les médias internationaux jouent un rôle aussi important qu'ils sont difficiles à mobiliser. Leurs correspondants résidant à Rabat ou Casablanca suivent de loin les événements souvent via la presse nationale, de plus leurs dépêches ne sont pas forcément reprises, plusieurs rédactions ne jugeant pas le phénomène suffisamment important vis-à-vis de l'actualité mondiale. Ils s'inscrivent dans d'autres cadres privilégiant les sujets problématisés dans une histoire politique de la longue durée. Ces publications ont un impact très fort car elles induisent un jugement international sur le fonctionnement du Maroc. Ainsi, l'article « Imilchil : le pays des insoumis » de Stephen Smith, directeur du département « Afrique » du journal *Le Monde*, publié le 18 avril 2003, accrédita la thèse de la punition collective d'un peuple par le pouvoir central et fut perçu comme un soutien direct aux manifestants et une mise en accusation du régime.

La permanence de la critique et de l'indignation : la création d'une iconographie nationale

23 Quelque soit la réponse de l'autorité locale, dans les quatre cas présentés, le processus de médiatisation n'est pas arrêté et la mobilisation des populations est prolongée à l'échelle nationale. Si la répression accentue le sentiment d'indignation donnant le sentiment que l'État refuse d'affronter la réalité du sous-développement de certaines régions du Maroc, l'aide d'urgence est jugée insuffisante car n'amenant aucun changement radical.

24 Le cas d'Anefgou a été le plus symptomatique. L'action du gouverneur n'empêcha pas le drame de devenir une affaire nationale. Les associations de Tounfite continuèrent d'alerter l'opinion publique de la multiplication des décès dans le village, recensant 27 morts au 7 janvier, obligeant le Ministre de la communication à déclarer le 10 janvier, à la sortie du conseil du gouvernement, le chiffre de onze décès. Ce déni gouvernemental du nombre de morts fut ressenti comme une humiliation supplémentaire. Le 13 janvier, un *sit-in* est tenu devant l'hôpital provincial de Khénifra pour demander une intervention médicale d'urgence. Le 22 janvier, les ONG nationales, dont l'AMDH, manifestent devant le siège de la Wilaya, à Meknès et devant le parlement, à Rabat, jusqu'à ce que le gouvernement reconnaisse l'ampleur de la catastrophe sanitaire.

25 Par ailleurs, tant que les politiques publiques n'ont pas radicalement changé le quotidien des populations, ces espaces constituent une actualité récurrente.

Depuis 2007 pour Anefgou, depuis 2009 pour les Ayt Abdi, plusieurs équipes de journalistes reviennent régulièrement sur les lieux favorisant la confusion entre les lieux et les événements. La proximité géographique, les ressemblances paysagères génèrent une iconographie territoriale qui associe montagne, relégation et misère. La région incarne alors la marginalité rurale volontairement abandonnée par l'État ce qui laisse libre cours à des comparaisons internationales choqs faisant, par exemple, des Ayt Abdi, les « Kurdes » du Maroc⁷.

Différentes instrumentalisations par les forces d'opposition

- 26 Les relais politiques traditionnels peuvent être considérés comme défaillants. Les partis politiques qui participaient à l'époque des différentes coalitions gouvernementales ont une attitude très modérée ne pouvant être trop virulents dans la dénonciation au risque de fragiliser leurs propres leaders qui occupent des fonctions ministérielles. Il existe alors un décalage entre les articles publiés dans les journaux affiliés à un parti et la prise de parole des leaders politiques dudit parti, notamment entre le journal *Libération* et l'USFP (Union Socialiste des Forces Populaires) dont il est l'organe de presse. De plus, les élus de la région n'assurent que faiblement leur rôle de relai. Vivant le plus souvent dans les grandes villes du piedmont, certains présidents de communes sont totalement démissionnaires comme celui de Zaouiât Ahansal de 2003 à 2009, tandis que d'autres, comme celui d'Anemzi, à la même période, ont élaboré un puissant système de corruption et de détournements des fonds publics (Goeury, 2014, p.290)⁸. Des formations plus radicales investissent ce champ politique laissé libre.
- 27 Ainsi, l'extrême gauche, avec le Parti Socialiste Unifié (PSU), est particulièrement véhémente. Elle dénonce l'incurie de l'État et réclame l'application de son programme national : l'accès garanti aux services de base à tous les citoyens, la solidarité entre les différentes classes sociales, l'équilibre entre les régions et surtout le contrôle des dépenses publiques. La misère des populations ne serait qu'un des effets de la corruption généralisée. A Anefgou, elle dispose de plusieurs sympathisants liés à la section de Tounfite qui a fait du village un cas exemplaire des dysfonctionnements du système étatique en insistant sur le hiatus entre les ressources financières colossales de la commune et l'absence de développement local.
- 28 De même, le MCA associe le maintien de telles injustices spatiales à la volonté de punir collectivement les populations amazighes. A l'image de résistance à la colonisation s'est substituée celle de dissidence par l'usage du terme de *Siba* pour mieux discriminer culturellement les Imazighens (Gallaoui, 2007, p.177). Les jeunes lycéens et étudiants amazighs diabolisent un État qui a longtemps refusé de reconnaître leur identité et convoquent la mémoire de l'insoumission. Les drames successifs légitiment des actions radicales, comme des manifestations non autorisées, le blocage des routes, voire l'affrontement avec les forces de l'ordre. Ils médiatisent les événements sur de nombreux sites Internet grâce à la multiplication des cybercafés à proximité des lycées. Via la diaspora, ils touchent des associations européennes pour que les événements marocains alimentent le mouvement international du peuple amazigh qui est lui-même englobé par celui des peuples dits autochtones. Cependant, l'impact de cette médiatisation reste très modeste du fait de sa dilution dans l'actualité mondiale qui est dominée par des conflits beaucoup plus violents ailleurs, notamment en Kabylie. Elle fait glisser les termes du débat : le destin des populations enclavées passe progressivement au second plan derrière des enjeux d'expression démocratique, le

mouvement associatif international dénonçant en priorités les atteintes aux droits politiques fondamentaux, surtout si des jeunes militants sont emprisonnés.

29 Ainsi, lorsque les jeunes militants du MCA mirent par écrit les revendications des habitants de Tilmi, aux requêtes locales (construction d'une route goudronnée Msemrir-Azilal, d'un hôpital, d'écoles, de réseaux d'eau potable et d'électricité, amélioration des systèmes d'irrigation, protection des bassins versants, remplacement du cheikh, fin de la privatisation des terres collectives) furent ajoutées celles plus générales du MCA, exigeant par exemple la libération des jeunes étudiants arrêtés suites aux affrontements dans les universités d'Er-Rachidia et de Meknès en juin 2007 et la reconnaissance de l'action de résistance amazighe contre la colonisation française. Tilmi intégra alors un mouvement de lutte politique plus vaste, sans pour autant bénéficier concrètement d'un plan d'action spécifique.

30 Enfin, dernièrement, le Parti de la Justice et du Développement (PJD) s'est fortement intéressé à ces régions de montagnes enclavées. En effet, lors des élections législatives de 2007, ce parti islamiste réalisa que sa très faible implantation dans certaines régions rurales pénalisait fortement sa capacité à augmenter son nombre d'élus nationaux et ce malgré quelques actions caritatives comme celle à destination d'Anefgou en janvier 2007. En juillet 2008, à l'occasion des législatives partielles dans la circonscription d'Azilal, plusieurs militants menèrent une campagne de proximité dans les communes les plus isolées, comme Zaouïat Ahansal, pour comprendre le contexte particulier du rural profond. Si les résultats obtenus dans cette commune, lors des législatives furent très faibles (douze voix), ils identifièrent des personnalités à même de représenter le parti, ce qui leur permit d'obtenir deux sièges aux municipales de 2009. En juillet 2010, deux députés se rendirent dans des hameaux Ayt Abdi et rédigèrent un compte rendu de mission détaillé poursuivant ainsi leur stratégie d'ancrage progressif.

Le retour de l'État : la venue du roi

31 Depuis la fin du plan d'ajustement structurel et surtout avec le retour de la croissance économique relativement durable de 2003 à 2009, l'État dispose des moyens financiers nécessaires pour mettre en place de nouveaux programmes en direction des populations les plus démunies à l'échelle nationale. Or, devant l'ampleur de la remise en question du régime et des accusations de marginalisation volontaire, la réponse est tout autant symbolique que matérielle. Loin de nier l'iconographie véhiculée par les forces protestataires, le pouvoir central la reprend et en fait le fondement de sa nouvelle stratégie de communication qui passe par la visite royale.

32 En effet, à partir de 2002, la visite royale est devenue l'une des formes privilégiées de l'exercice du pouvoir par Mohammed VI. Il se déplace sur la longue durée à travers le royaume pour inaugurer et suivre personnellement les projets en cours. Rapidement, il exige d'inaugurer des projets réalisés et se positionne comme le garant de l'efficacité des politiques publiques.

Le rôle du palais

33 Dans un premier temps, le dossier de l'enclavement est directement pris en charge par le palais royal et confié à des personnalités connues pour leur engagement vis-à-vis de la région ou du développement social. En 2003, Imilchil est investie par Hassan Aourid, porte parole du roi, ancien camarade de classe au collège royal, originaire de Rich (la région voisine) qui est fortement attaché à la

cause amazigh⁹. De même en 2007, alors que le débat sur le nombre de morts à Anefgou est à son paroxysme, le roi diligente une délégation ministérielle sous la responsabilité de sa conseillère personnelle, Zoulikha Nasri, spécialisée dans la gestion des affaires sociales, cheville ouvrière de la création de la fondation Mohammed V. Ces délégations rencontrèrent les habitants, écoutèrent leurs doléances et réfléchirent à un programme de développement d'envergure.

- 34 Les deux villages bénéficièrent alors de multiples projets. Les infrastructures réclamées furent déployées comme la route goudronnées, le réseau électrique, un relai de téléphonie mobile, des structures sanitaires (hôpital à Imilchil, dispensaire à Anefgou) et scolaires (jardin d'enfants, établissement d'enseignement secondaire et internat de jeunes filles à Imilchil). Par ailleurs, de multiples projets associatifs furent encouragés surtout après le lancement de l'INDH en 2005, mais aussi en partenariat avec le Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification (HCEFLCD) dans le cadre de la création du Parc National du Haut Atlas Oriental en octobre 2004 (Goeury, 2007). Il est à noter que les délais de mise en œuvre de ces projets furent plus long dans le cas d'Imilchil du fait de l'éloignement du village des différents réseaux comme les premières lignes électriques ou les relais de téléphonie mobile alors encore très peu présentes dans de nombreuses régions du Maroc en 2003. En revanche, le village d'Anefgou, fut raccordé en moins d'un an bénéficiant de la densification des réseaux entre 2003 et 2007. Enfin, Hassan Aourid inscrivit Imilchil dans les grands moments culturels du royaume en créant le « Festival des cimes » en parallèle des festivités traditionnelles qui accompagnent le grand rassemblement de *souk el am*, aussi appelé « Moussem des fiancés » (Goeury, 2011b, p.260).

La visite royale comme prolongement de la baya

- 35 La réalisation de tous ces projets prépare la venue du roi. Les 3, 4 et 5 mai 2008, Mohammed VI se rendit à Anefgou et dort dans une tente installée au pied du village. Du 3 au 10 décembre 2009, il résida à Imilchil dans le logement de fonction du super-caïd.
- 36 La visite du roi participe d'un processus de reconnaissance. Sa venue était profondément souhaitée par les populations locales qui l'interprétèrent comme « un geste pour leur rendre leur dignité ». Tous les habitants, même les militants du PSU ou du MCA, se joignirent volontairement aux cortèges qui accueillirent le souverain. Lors de son séjour, Mohammed VI multiplia les moments de rencontre privilégiée avec les habitants par la visite des microprojets, notamment ceux financés dans le cadre de l'INDH. A Anefgou, il reçut tous les chefs de famille du village sous sa tente pour faire un don d'argent aux habitants. Par ailleurs, la prière du vendredi devint un moment de communion avec la population en partageant la simplicité de son quotidien incarné par la mosquée, tout en affirmant son statut de commandeur des croyants garant de l'unité de l'*Oumma* et de l'unicité du dogme.
- 37 A cela s'ajouta à Anefgou la volonté de mener des actions symboliques d'envergure nationale. Il fut organisé la signature de grandes conventions nationales qui engageaient tous les services de l'État (ministères, armée, agences, Haut commissariat). La première intitulée « programme d'accès généralisé aux télécommunications » vise à desservir 9263 localités rurales, soit deux millions de personnes, avec un budget total de 1443 millions de dirhams (130 millions d'euros). La seconde établit un nouveau système national d'intervention d'urgence en cas de vague de froid à destination de 935 douars (villages) sensibles, répartis sur 19 provinces.

38 Dans ce contexte, les lieux furent à nouveau médiatisés permettant à l'État de communiquer sur l'ampleur de ces réalisations à grands renforts de chiffres pour répondre aux attaques antérieures. Ainsi pour Anefgou, 145 millions de dirhams (11 millions d'euros) furent mobilisés pour la route, 10 millions de dirhams (900 000 euros) pour implanter deux relais de téléphonie mobile, 5 millions de dirhams (450 000 euros) pour l'adduction d'eau, l'assainissement, l'irrigation et 12 millions de dirhams (1,1 millions d'euros) vinrent doter l'Initiative Nationale pour le Développement Humain du caïdat de Tounfite. L'agence de presse marocaine, la MAP, multiplia les dépêches sur le lancement et la réalisation des différents projets. Elles sont intégralement reprises dans la presse proche du pouvoir et par les deux chaînes nationales de télévision qui font des activités royales leur « Une ». De longs reportages donnèrent force de détails sur les actions réalisées, le contenu des conventions signées, le tout étayé par de multiples témoignages des habitants.

39 Mohammed VI conserve ainsi l'image de prince des pauvres (Brousky, 2002, p.48) et la réinvestit dans la visite royale. Il répond aux attentes des habitants que sont la proximité et la sobriété en partageant leurs conditions de vie (Tozy, 2008, p.299). Outre la montre de sa « haute sollicitude », le monarque assoie son autorité en apparaissant comme l'ultime recours des populations pour obtenir la mise en œuvre de politiques publiques efficaces (Hammoudi, 2002, p.39). Sa présence reconstruit le lien autour de l'idée de l'État comme pourvoyeur de biens en garantissant désormais l'accès aux services publics (Cubertafond, 2001, p.38). La visite royale s'inscrit en complémentarité de la cérémonie d'allégeance au régime, la *baya* (Zeghal, 2002, p.62). Ainsi, si le 31 juillet, le peuple vient à la rencontre de son roi, le reste de l'année, le roi vient à la rencontre de son peuple.

Un message politique vis-à-vis des populations et des agents d'autorité

40 Dès lors, se crée une distinction entre les espaces visités et les espaces ignorés. A la différence d'Anefgou, Tilmi est associée à une image beaucoup trop vindicative pour être immédiatement intégrée à un programme de visite royale. Le pouvoir affirme alors une forme de fermeté vis-à-vis des populations dont les revendications radicales sont considérées comme trop politisées. D'ailleurs, il faut attendre décembre 2009 pour que le roi se rende à Imilchil, soit six ans après les événements.

41 Les plus réceptifs à ce message sont les gouverneurs car directement nommés par le roi. Les gestes du monarque constituent un modèle à imiter dans le cadre de la réforme du concept d'autorité lancé en 1999. Ils se doivent d'être désormais au plus proche du citoyen et d'instaurer un respect mutuel pour accompagner le développement local (Brousky, 2002, p.178). Le moindre manquement peut potentiellement être sanctionné. Ainsi, lorsque le gouverneur de Khénifra fut subitement démis de ses fonctions quelques jours avant la venue du roi dans la région en 2008, notamment pour se rendre à Anefgou, les rumeurs colportèrent l'idée que le gouverneur n'aurait pas su mettre en place les projets de développement local exigés. L'autorité locale se retrouve alors sous une pression constante et doit s'engager personnellement à l'image du gouverneur d'Azilal vis-à-vis du plateau du Koucer en 2009. En cas de crise, l'administration territoriale se montre donc extrêmement présente vis-à-vis des populations les plus démunies pour répondre à la pression croissante de la société civile nationale et surtout à la demande du pouvoir central, tout en essayant de prévenir tout débordement de groupes radicaux. Elle essaye de dépolitiser la misère en présentant la lutte contre l'enclavement comme la vraie politique universelle et

non partisane, afin de discréditer les mouvements politiques en les accusant de récupération malsaine et contreproductive.

Des conséquences politiques localement complexes

42 Les conséquences politiques de ces mouvements varient selon les élections. Aux élections législatives de 2007, les réactions des populations furent complexes et diverses. La taille des circonscriptions dilue le vote des habitants des montagnes. Traditionnellement, les tribus misaient sur un vote collectif fruit d'une transaction électorale avec un candidat (Tamin, 2010, p.107). Ce dernier devait s'engager à défendre les intérêts du groupe. Historiquement, la région est alors dominée par le parti du mouvement populaire. Or, l'incapacité de ces élus génère un vote sanction qui se traduit par la multiplication des appels au boycott ostensible comme à Tilmi et sur le plateau du Koucer, pour protester contre leur isolement. ce comportement ne fut pas uniforme car a contrario, dans la province d'Azilal, les tribus des montagnes, dont les mêmes Ayt Abdi, soutinrent massivement un fonctionnaire de la commune de Tillouguit pour le remercier de tous les services administratifs rendus depuis des années. Ce dernier, particulièrement conscient de leur isolement, avait la réputation d'ouvrir la commune à toute heure pour les accueillir et remplir toutes les démarches administratives qu'ils désiraient dans les plus brefs délais. La campagne fut très particulière, car si les Ayt Abdi vivant sur le plateau du Koucer refusèrent de se rendre aux urnes, ils demandèrent à tous leurs proches installés dans les vallées et dans les villes du piedmont de faire campagne pour Moha Oumragh. Ils organisèrent de multiples fêtes en son nom et compensèrent ainsi son manque cruel de moyens financiers pour faire campagne. Plusieurs électeurs déclarèrent ne rien attendre de lui mais juste vouloir lui assurer une indemnité de député pour ses bons et loyaux services. Les mécanismes de la transaction électorale sont donc inversés. La prime de député devenant une récompense pour un travail accompli.

43 Aux élections communales l'enjeu est différent du fait de la proximité entre les électeurs et les élus. Pour le cas d'Imilchil, le 12 septembre 2003, les électeurs désignèrent des jeunes leaders du mouvement de mars pour prendre le contrôle de la commune. En 2009, les présidents de communes démissionnaires furent massivement sanctionnés. La multiplication des grands programmes de développement, notamment dans le cadre de l'INDH mais aussi de la protection de l'environnement, a favorisé la création d'associations et de coopératives locales. Même si leur bilan économique reste très modeste, elles sont venues attester de l'incompétence des élus. Ainsi, un électeur déclarait, à Anergui, « le président de l'association Moriq, en deux ans, il a apporté un tracteur, une ambulance, un engin de chantier, alors que le président de commune, en vingt ans, il a même pas amené une brouette ! ». A Zaouiât Ahansal, la même rengaine revenait : « le président de commune, il est nul, zéro, même une signature pour la demande de branchement électrique il ne sait pas la faire. Il a peur. Aujourd'hui, c'est normal de demander à l'Etat, c'est la procédure. ». Enfin, à Anemzi, le représentant d'un village était plus poétique « la politique dans la montagne c'est comme les animaux : les aigles et les lions sont partis, il ne nous reste plus que les ânes et les chiens pour nous gouverner ! ». Les présidents de commune ne furent pas reconduits.

44 A Zaouiât Ahansal comme à Anergui, il fut décidé de soutenir des jeunes entrepreneurs issus de la commune mais ayant fait fortune dans la vallée et donc à même de comprendre les conditions de vie particulières des populations isolées mais aussi de défendre des projets devant les administrations. A Anemzi, en

revanche, la campagne fut particulièrement agitée. Le PSU décida de capitaliser son soutien aux populations d'Anefgou pour renverser le clan du président de commune sortant, dont il réussit à invalider la candidature pour défaut de résidence. Même s'il misait sur des jeunes diplômés et des individus reconnus pour leur engagement, son leader charismatique vivant à Tounfite et étant sous le coup de poursuites judiciaires, ne pouvait se présenter. Bien qu'arrivant largement en tête en nombre de voix au premier tour, le PSU ne put l'emporter au deuxième tour du fait d'une campagne d'intimidation et de corruption organisée par le clan sortant. Ce dernier finit par imposer le neveu du président précédent. Les plaintes déposées pour irrégularités (séquestration d'élus, élection du deuxième tour à huis-clos) furent classées sans suite. Cependant, depuis sa prise de pouvoir, tout projet est bloqué par les tensions internes à la commune. Les initiatives lancées à la suite de la visite royale connaissent un essoufflement du fait de l'absence de relais locaux à même d'assurer leur suivi. Les destins des deux communes pourtant limitrophes d'Imilchil et d'Anemzi apparaissent alors comme opposés. Alors qu'Imilchil connaît depuis 2003 une dynamique ascendante, Anemzi, malgré les investissements réels en infrastructures (route, relai téléphonique, dispensaires, jardins d'enfants), s'étiolé (Goeury, 2014, p.303)¹⁰.

45 Il y a donc eu un fort impact de ces mobilisations sur les élections, même si les conséquences sont spécifiques à chaque municipalité. Le bénéfice est immédiat pour certaines figures locales qui obtiennent la conversion de leur engagement en une responsabilité politique. En l'absence de leaders locaux, les électeurs sanctionnent les élus sortants qu'ils accusent de ne pas avoir assuré leur rôle de relais et se tournent vers des figures plus à même de défendre leurs intérêts. L'appartenance à un parti politique semble secondaire, les électeurs se mobilisant avant tout pour une personne reconnue ne sachant même pas à quel parti elle est affiliée. Le PSU et le PJD bien que désireux de surmonter cet écueil sont dans l'obligation de chercher des personnalités locales pour les représenter. Ces élus du peuple ont cependant bien peu de pouvoir, les communes étant extrêmement pauvres, à l'exception d'Anemzi, dépendent totalement de la Direction générale des collectivités locales (DGCL) pour leur fonctionnement et pour d'éventuels investissements (Tozy, 2006, p.24). Le développement local passe donc par une intervention forte du pouvoir central.

La visite royale comme motif d'exigences nouvelles des populations

46 La question est de se demander si la visite royale clôt une séquence politique. L'étude sur la durée amène à penser le contraire. Premièrement, pour les habitants, la venue du roi vient attester de l'incurie des autorités locales et des élus. Deuxièmement, par l'inauguration de nombreux projets et la multiplication des déclarations, le roi légitime un nouvel horizon d'attente. Les engagements viennent accroître les revendications des habitants auprès des administrations qui se doivent de les mettre en œuvre. Par conséquent, les motifs de la mobilisation persistent.

47 Ainsi, l'appel au changement lancé par le mouvement du 20 février 2011 trouva un écho très favorable auprès des militants locaux mais surtout de la population. A Midelt, ils réunirent près de 2000 manifestants dès le premier jour soit autant que dans les grandes métropoles urbaines comme Rabat ou Casablanca. Ce chiffre fut atteint notamment grâce à la mobilisation tribale de populations isolées. Ce phénomène n'est aucunement spécifique à cette ville et c'est justement la puissance de la mobilisation dans les provinces rurales périphériques qui poussa

la monarchie à réagir très rapidement.

48 Or lors du vote du référendum, il est apparu un décalage entre le degré d'exigence des militants et des autres habitants. Ainsi, la majorité a voté « oui » en ayant le sentiment d'une réelle victoire politique notamment par la reconnaissance officielle de la composante amazighe du Maroc et la promesse de la fin de nombreuses discriminations, en revanche les militants ont, eux, appelé au boycott en refusant un projet timoré construit dans les arcanes du palais royal.

49 Cela montre toute la complexité politique de ces régions. En effet, si tous les habitants sont prêts à dénoncer l'injustice territoriale, ils ne souhaitent pas pour autant une transformation radicale du système. Par conséquent, ils manifestent volontiers avec les groupes politiques les plus vindicatifs mais ensuite ils rallient une position plus modérée qu'ils jugent plus constructive. La visite royale peut donc s'intégrer dans cette dynamique si elle amène à des réalisations concrètes pour ne pas se décrédibiliser. Or pour cela, elle doit s'appuyer sur des relais locaux qui permettent aux projets une certaine pérennité. Il s'agit donc d'un pas de deux complexe amenant le roi à tancer les administrations qui lui sont fidèles et à choyer une société civile potentiellement contestataire. Parallèlement, l'appareil sécuritaire maintient la pression sur les éléments les plus vindicatifs (militants de l'AMDH ou du PSU). Ainsi, un équilibre fragile serait maintenu.

Conclusion

50 Durant les différentes phases de développement du Maroc, les habitants des hautes montagnes firent figure de laissés pour compte. La multiplication des manifestations durant la dernière décennie a certes reposé la question de la justice territoriale au Maroc, mais a surtout nourri un conflit de cadres entre les forces d'opposition et le régime. Or, désormais, le pouvoir central, loin de minimiser la misère des montagnes qui attesterait de son incompetence, de son indifférence, voire de sa nuisance, la subsume pour renforcer sa légitimité. Le Haut Atlas central et oriental devient le décor permettant d'illustrer la rupture politique avec le règne précédent, en reconnaissant les errements du passé et en proposant un horizon de développement nouveau. Loin de se mettre en dissonance avec les critiques, le régime répond par l'organisation d'une visite royale, incarnant l'ouverture d'une nouvelle ère. Par sa venue dans les lieux, le monarque propose un nouveau pacte aux populations, lequel se solde par un renforcement de sa légitimité et de son autorité. Il serait, par conséquent, possible de parler de transaction collusive : la confrontation aboutissant à de multiples projets de développement à même de satisfaire les individus et surtout de renforcer le pouvoir personnel du monarque. Le discours protestataires est alors converti en nouvel assise du régime (Brumberg, 2002, p.61). Ainsi, le destin de cette région peut-être associé à celui de cette vieille femme de la tribu des Ayt Haddidou, du cercle d'Imilchil, venue témoigner des souffrances supportées durant les années de plomb devant l'Instance équité et réconciliation (IER) à Er-Rachidia. Son visage tatoué, buriné par le poids des ans et de la misère, est devenu l'icône de l'IER dont elle illustre largement les publications. Elle incarne désormais la foule des innocents qui ont subi les foudres du pouvoir central sans comprendre les tenants et les aboutissants des luttes politiques entre l'extrême gauche et le régime. Son récit d'une vie de misère justifie le principe de réparations collectives des préjudices subis, c'est-à-dire la mise en place de projets de développement ciblés pour les villages isolés du Haut Atlas central et oriental. Cette reconnaissance de la mémoire des victimes, sans blâmer les bourreaux, n'est-elle pas dès lors le *pharmakon* du régime monarchique, le poison qui, pris à petites doses, guérit (Ricoeur, 2000)? Mais au-delà des paroles, il faut des actes et ces derniers ne

peuvent se faire sans le consentement et l'investissement d'une société civile locale. Par conséquent, la multiplication des microprojets au sein de vastes programmes n'aurait pas tant pour objectif d'amener une transformation radicale des conditions de vie mais plutôt de construire une nouvelle génération de notables locaux à même de relayer l'action royale et au final d'assurer la stabilité du régime.

Bibliography

DOI are automatically added to references by Bilbo, OpenEdition's Bibliographic Annotation Tool.

Users of institutions which have subscribed to one of OpenEdition freemium programs can download references for which Bilbo found a DOI in standard formats using the buttons available on the right.

Format

APA

MLA

Chicago

The Bibliographic Export Service is accessible via institutions subscribing to one OpenEdition freemium programs.

If you wish your institution to become a subscriber to one OpenEdition freemium programs and thus benefit from our services, please write to: access@openedition.org.

ABBABI, D., 2004, *Gouvernance participative locale au Maroc*, Mohammedia, Imprimerie Fedala.

ABOUHANI, A., 2006, « Les Nouvelles élites urbaines : le rôle des notables et des cadres associatifs dans le système politico-administratif local », in Abouhani, A., *Pouvoirs locaux et systèmes municipaux dans le monde arabe*, Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme, Rabat, 20 pages (p.55-74).

AZZOUZI, A., 2006, *Autoritarisme et aléas de la transition démocratique dans les pays du Maghreb*, Paris, L'Harmattan.

BEN NEFISSA, S., 2004, « ONG et gouvernance dans le monde arabe : l'enjeu démocratique », *ONG et gouvernance dans le monde arabe*, Paris, Khartala, Le Caire, Cédeji, 14 pages (p.11-25).

BENNANI CHRAÏBI, M., FILLIEULE, O., 2003, « Exit, voice, loyalty et bien d'autres choses encore... », in Bennani Chraïbi, M., Fillieule, O., *Résistance et protestation dans les sociétés musulmanes*, Paris : Presses de Science-Po., 84 pages (p. 43-126).

BENNOUNA, M., 2002, *Héros sans gloire, échec d'une révolution 1963-1973*, Paris/Casablanca, Paris Méditerranée/ Tarik éditions.

BROUSKY, L., 2002, *Makhzenité et modernité*, Rabat, Diwan.

BRUMBERG, D., 2002, « Democratization in the Arab World ? The trap of Liberalized Autocracy », *Journal of democracy*, vol.13, n°4, 13 pages (p. 56-68).

CUBERTAFOND, B., 2001, *La Vie politique au Maroc*, Paris, L'Harmattan.

GALLAOU, M., 2007, *Le Maroc politique à l'aube du 3^{ème} millénaire 1990-2006*, Casablanca, Imprimerie Najah-El Jadida.

Format

APA

MLA

Chicago

The Bibliographic Export Service is accessible via institutions subscribing to one OpenEdition freemium programs.

If you wish your institution to become a subscriber to one OpenEdition freemium programs and thus benefit from our services, please write to: access@openedition.org.

GOEURY, D., 2007, « Place et rôle des ONG dans l'acceptation des parcs nationaux : le cas du Haut-Atlas oriental marocain », *Géocarrefour*, Vol. 82/4, p.231-241.

<http://geocarrefour.revues.org/3452>

DOI : 10.4000/geocarrefour.3452

Format

APA

MLA

Chicago

The Bibliographic Export Service is accessible via institutions subscribing to one OpenEdition freemium programs.

If you wish your institution to become a subscriber to one OpenEdition freemium programs and thus benefit from our services, please write to: access@openedition.org.

GOEURY, D., 2011, « L'enclavement, une contrainte nationale devenue une opportunité mondiale ? », *Méditerranée*, 116 – Le Maghreb dans la mondialisation –, p.105-112. <http://mediterranee.revues.org/5427>

DOI : 10.4000/mediterranee.5427

GOEURY, D., 2011b, « Fêtes religieuses et festivals. Des facteurs de développement des territoires enclavés (Atlas marocain, Zanskar indien) », in Bernié-Boissard, C., Chastagner, C., Crozat, D., Fournier, L.-S., *Développement culturel et territoires*, Paris, L'Harmattan, p.249-268.

GOEURY, D., 2014, « Le parc national contre la démocratie ? Du conflit local à la revendication nationale, le cas du Parc national du Haut Atlas oriental (Maroc) », in Laslaz, L., Gauchon, C., Duval, M., Héritier, S., *Espaces protégés et territoires. Conflits et acceptation*, Paris, Belin, p.287-304.

GOFFMAN, E., 1991, *Les Cadres de l'expérience*, Paris, Ed. de Minuit.

GOTTMANN, J., 2005, *La politique des Etats et leur géographie*, Paris, Armand Colin.

HAMMOUDI, A., 2002, « Éléments d'anthropologie des monarchies à partir de l'exemple marocain », in Hammoudi, A., Leveau, R., *Monarchies arabes. Transitions et dérives dynastiques*, Paris : La documentation française, p.45-57.

HCP, *Recensement général de la population et de l'habitat 2004*, <<http://www.hcp.ma/Profil.aspx>>.

HONNETH, A., 2000, *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf.

LAHBIB, K., « Maroc : espoirs et frustrations sur fonds de guerre des sit-in », *État des résistances dans le Sud 2007, Alternatives Sud*, vol.13, 2006/4, p.137-143.

NACIRI, M., 1999, « Territoire : contrôler ou développer, le dilemme du pouvoir depuis un siècle », *Monde arabe, Maghreb Machrek*, n°164, p.8-35.

RICŒUR, P., 2000, *La mémoire, l'histoire et l'oubli*, Paris, Seuil.

TAMIM, M., TOZY, M., 2010, « Politique des marges et marges du politique : les logiques du vote collectif à Ouneine, Haut-Atlas, Maroc » in Tozy, M. (dir.), *Elections au Maroc: entre partis et notables (2007-2009)*, Casablanca, CM2S/Fondation Konrad Adenauer, p. 107-160.

TOZY, M., 2006, « La Commune rurale à la croisée des chemins entre décentralisation et gouvernance locale », in Iraki, A., *Développement rural, pertinence des territoires et gouvernance*, Rabat, Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme, p.17-37.

TOZY, M., 1999, *Monarchie et Islam politique au Maroc*, Paris, Presses de la Fondation Nationale de Sciences Politiques.

ZEGHAL, M., « S'éloigner, se rapprocher : la gestion et le contrôle de l'islam dans la république de Bourguiba et la monarchie de Hassan II », in Hammoudi, A., Leveau, R., *Monarchies arabes. Transitions et dérives dynastiques*, Paris, La documentation française, p.59-79.

Notes

1 De 2001 à 2006, les études de terrain ont été menées dans le cadre d'un diagnostic du patrimoine rural marocain, puis ensuite pour une thèse de doctorat soutenue en 2011.

2 HCP, *Recensement général de la population et de l'habitat 2004*, <<http://www.hcp.ma/Profil.aspx>>.

3 Le 22 janvier 2009, le roi a annoncé la création de treize nouvelles préfectures et provinces dont Tinghir et Midelt dans le cadre d'une réforme progressive de l'organisation territoriale du Maroc.

4 « Boumalne Dadès : les détenus des neiges », *Libération*, 16 janvier 2008.

5 M. Bennouna, *Héros sans gloire. Échec d'une révolution (1963-1973)*, Paris, Paris Méditerranée, Casablanca, Tariks éditions, 2002, 374 p. Voir plus particulièrement les pages 233 et suivantes où l'auteur explique comment la population ont soutenu les militants du Tanzim. Après l'échec de l'attaque d'un dépôt d'armement, les principaux leaders trouvèrent refuge dans cette région, entre Tinghir et Khénifra, de janvier à mars, avant d'être tués ou capturés par l'armée marocaine. Toute personne considérée comme

6 Cette mémoire perdure chez les manifestants. Dans la vidéo du boycott électoral de Tilmî postée sur Internet par le MCA, une vieille femme interpelle l'autorité en disant qu'elle a manifesté de son propre chef et qu'il faut arrêter d'accuser les jeunes de manipuler la population. Elle conclut en disant que si quelqu'un doit être arrêté et bien que ce soit elle.

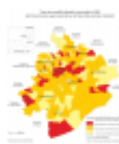
7 M. Matrouf, « Voyage au bout du froid », *Telquel*, n°409, 29 janvier 2010.

8 La commune rurale d'Anemzi dispose d'importantes ressources forestières. Cette manne est intégralement détournée : le siège de la commune n'était toujours pas achevé en 2008, l'administration occupant des locaux à Tounfite, soit à plus de 70 kilomètres du centre de la commune.

9 En janvier 2002, il a présenté au roi le manifeste berbère qui a été à l'origine de la création de l'Ircam (Institut Royal de la Culture Amazigh).

10 Cet état de fait est indirectement reconnu par le pouvoir central avec l'organisation d'une visite royale à Imilchil en décembre 2009, durant laquelle le roi via la fondation Mohammed V, vient apporter un soutien fort aux projets associatifs locaux.

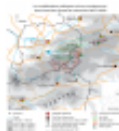
List of illustrations



Title Carte 1 : Taux de mortalité infantile communal en 2004 dans les provinces ayant autorité sur le Haut Atlas central et oriental marocain

URL <http://espacepolitique.revues.org/docannexe/image/3242/img-1.png>

File image/png, 2.5M



Title Carte 2 : Les mobilisations politiques et leurs conséquences dans le Haut Atlas central et oriental de 2003 à 2009

URL <http://espacepolitique.revues.org/docannexe/image/3242/img-2.png>

File image/png, 3.1M

References

Electronic reference

David Goeury, « La visite royale comme réponse au stress territorial : les conséquences des manifestations rurales dans le Haut Atlas central et oriental marocain », *L'Espace Politique* [Online], 24 | 2014-3, Online since 12 January 2015, connection on 17 July 2015. URL : <http://espacepolitique.revues.org/3242> ; DOI : 10.4000/espacepolitique.3242

About the author

David Goeury

Docteur en géographie, professeur en classe préparatoire
Lycée Descartes de Rabat, membre du laboratoire Enec Paris IV La Sorbonne
<http://www.enec.cnrs.fr/>
David.goeury@gmail.com

Copyright

Tous droits réservés